

DELEGUES :

Nombre	42
Quorum	30
Présents	38
Pouvoirs	7
Votants	57
Abstentions	0
Suffrages exprimés	57
Majorité requise	30
Pour	57
Contre	0

VA

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 25 MARS 2019

OBJET : 1.1. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – OBJECTIFS DE SERVICE DANS LE CADRE DE LA GESTION INTÉGRÉE

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-cinq du mois de mars, à dix-sept heures trente, les membres du COMITÉ SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. - , se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIÈRE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / LANGLET Patrick (Les Assions) / FERRIER Dominique (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias-Casteljau) / FAUGIER Christian (Chandolas) / MOUTERDE Hélène et SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / PASCAL Jean (Faugères) / PONTHER Jean-Yves (Labégude) / ORIVES Eric et Mme DEBARD Annie (Lalevade d'Ardèche) / BRUN Marc (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / CHARRIÈRE Jacques (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (St Andéol de Vals) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / PERRIER Bernard (Uzer) / SAUBIN Philippe (Vals-Les-Bains) / GRASSET Guillaume et MANENT Pierre (Vinezac) /	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. DIVOL Max et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) / M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / GINEVRA Stéphane (Chirols) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : MM. FALLOT Joseph, BACCONNIER Jean-Claude et MAUDUIT Jean-Yvon SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le S.I.A.E. « St-Etienne-de-Fontbellon/St-Sernin » : M. DURIEU Jean-Marie SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : Mme CHASTAGNIER Geneviève (CDC Pays Beaume-Drobie) / MM. MAUDUIT Jean-Yvon et BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / GARRIDO Jean-Manuel et BALMELLE Robert (CDC Le Pays des Vans en Cévennes) / CIVIER Stéphane (CDC Bassin d'Aubenas)
--	--

Titulaires ayant donné procuration :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) à M. Pierre MANENT (Vinezac) M. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) à M. Gilles DEVANCIARD (St-Alban-Auriolles) M. CLADT Bernard (Labégude) à M. PONTHER Jean-Yves (Labégude) M. LEGENDRE Yves (Laurac-en-Vivaraïs) à M. Jean PASCAL (Faugères) M. LACROTTE Robert (Vals-les-B.) à M. ARCHIMBAUD Patrick (Vals-les-B.)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc) à Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : M. AUDIGIER Christian à M. FALLOT Joseph
--	---

Titulaires excusés :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / SOUTEYRAND Marc (Ucel)	SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : MM. GIBERT Alain (CDC Pays Beaume-Drobie) / LACROTTE Robert (CDC Bassin d'Aubenas)
--	---

Titulaires absents :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. GIRAUD Jacky (Chazeaux) / ELADIE Farid (Grospièrres) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aub.) / DURAND Jean-Roger et Mme AMET Maryse (Largentières) / RISSE Michel (Malbosco) / VEYRENC Yves (Pont de Lab.) / CAMPO Hervé (Rocles) / M. ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / M. PERBOST Serge et Mme MESSAoudi Simone (Ruoms) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / ROURISSOL Denis (St Privat) / AVIAS Cyrille-Christophe et Mme CHARROUD Annie (Ucel) / EL FARKH Marie (Vals-les-B.) / M. VEYRENC Eric (Vernon) /	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. CONTESSO Franck (Fons) / Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC : MM. CHAULET Edouard, MARRON Jacques et UGHETTO René
--	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. FARGIER Gérard (Saint-Pierre-de-Colombier) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac) / M. ARCHIMBAUD Patrick (Vals-les-B.) /	SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : MM. AUDIBERT François (CDC Pays Beaume-Drobie) / MANENT Pierre (CDC Bassin d'Aubenas)
--	--

Le secrétaire de séance est : M. RAMANMALI Angelin

OBJET : 1.1. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE – OBJECTIFS DE SERVICE INTÉGRÉE

Envoyé en préfecture le 02/04/2019
Reçu en préfecture le 02/04/2019
Affiché le 
ID : 007-250700267-20190325-2019CS030001-DE

Le comité syndical, dans sa séance du 17 décembre dernier, a :

- adopté les propositions d'axes stratégiques pour le syndicat et sa régie d'exploitation
- approuvé le futur déroulement de la méthodologie de travail, laquelle devait aboutir à la définition d'objectifs et d'indicateurs de service au premier trimestre 2019.

Le comité syndical du 25 mars a à se prononcer sur les critères d'atteinte des objectifs de travail pour la période mars – novembre 2019 dans un premier temps.

Pour rappel, les 3 axes stratégiques arrêtés par le comité syndical le 17 décembre 2018 sont des axes de développement de l'activité du SEBA. Ils expriment, par-delà les obligations découlant des compétences qui lui ont été transférées et qu'il doit exercer dans le souci permanent des valeurs fondamentales d'un service public, les enjeux et les valeurs qui doivent guider le fonctionnement du syndicat et sa toute jeune régie pour les années à venir.

Axe A : Pérenniser un service public de qualité

Axe B : Rendre compte, informer, savoir expliquer

Axe C : Le SEBA : un acteur de développement du territoire.

Les objectifs de travail proposés ci-après ont pour ambition d'engager les premières actions de mise en application de ces axes stratégiques. Ils n'écartent aucunement toute autre ambition de travail pour l'exercice de l'année 2019, l'activité d'exploitation et de gestion courante restant la première nécessité de service au quotidien. Ils concernent tout particulièrement le fonctionnement interne du syndicat (Qualité de Vie au Travail, exigence de caractérisation des performances d'activité) pour lequel ils apporteront aux encadrants des éléments supplémentaires d'évaluation de la performance des services, mais concernent aussi la qualité des relations extérieures que le syndicat souhaite construire (relation aux usagers, développement du territoire), l'atteinte d'une politique ambitieuse sur ces deux volets contribuant à garantir la pérennité d'un service public de qualité.

Objectif 1 : Caractérisation de l'activité des services du SEBA (axe B)

Il s'agit de développer des outils de mesure et de compte rendu de l'activité des services, en particulier pour le volet « exploitation » nouvellement porté par la régie qui vient d'être créée. Il est par exemple indispensable d'archiver de façon efficace et exhaustive l'état des interventions des services sur les infrastructures. L'enjeu est celui de la connaissance du patrimoine, de la qualité de son fonctionnement et de son entretien.

Le SEBA est doté de trois logiciels pour assister sa gestion en la matière : un logiciel de gestion des usagers (OMEGA) qui possède des modules de statistiques, un logiciel de localisation des infrastructures (SIG) et un logiciel de gestion de la maintenance assisté par ordinateur (GMAO).

1) Le système d'informations géographiques GEOARDECHE et la GMAO

Il s'agit des outils de référence pour l'archivage de l'activité de maintenance au quotidien. Leur fonctionnement est lié.

Le SIG GEOARDECHE, dont l'exploitation et le développement sont partagés par de nombreuses collectivités, est utilisé de longue date par le bureau d'études du SEBA. Il est cependant nécessaire de mettre à jour la base de données héritée de la SAUR afin d'atteindre la complétude des données géoréférencées du patrimoine. C'est un travail de longue haleine, aujourd'hui difficilement quantifiable.

Il est proposé de le poser en priorité pour l'année 2020.

La GMAO a été acquise à la création de la régie. Un important travail de développement, puis de formation du personnel, est à réaliser. Celui-ci a débuté afin d'en préciser les contours de façon réaliste. Il n'est pas envisagé que son utilisation soit effective au cours de l'année 2019.

Il est proposé de ne pas fixer d'objectifs chiffrés, et, comme pour le SIG, de reporter cette ambition à 2020.

2) Le module DATAMART du logiciel OMEGA

Le logiciel de gestion des usagers OMEGA possède le module de statistiques DATAMART qui permet, entre autres, de recueillir les heures travaillées par les agents et de les répartir dans des catégories à créer. Il s'agit d'un module permettant en particulier de quantifier de façon analytique l'utilisation de la main d'œuvre des services du SEBA et ainsi d'établir des bilans d'activité, notamment par service. Son utilisation peut venir en appui de la politique de pilotage des équipes.

Une 1ère approche de l'application de ce module est en cours avec l'équipe de l'antenne « centre ».

Il est proposé de fixer pour objectif celui d'élargir la formation à l'ensemble des agents des autres services, administration y compris. Le début de la formation a d'ores et déjà été réalisé les 5 et 6 mars 2019. L'utilisation du logiciel devra ainsi être généralisée d'ici la fin de l'année. Huit mois de travail sont projetés.

Actions : sous la direction des responsables de la régie et des services support, un tableau de bord sera mis en place pour chaque service. Composé d'indicateurs d'activité, il devra traduire de façon pertinente au moins des heures).

Remarque : il paraît raisonnable d'envisager un recueil progressif au fur et à mesure de la prise en main de l'outil : instruire les tableaux de bord de façon simple au démarrage avec seulement quelques indicateurs, en lien par exemple avec les principaux objectifs de travail de l'année. Le recueil exhaustif du volume d'activité se fera sur la durée.

Les tableaux de bord fourniront à terme des données utiles au pilotage des services en interne mais aussi à l'information des élus et des usagers. Il sera intéressant d'y intégrer les données de suivi attendues par les élus et les représentants des usagers.

Objectif 2 : Formation des N+1 à l'évaluation des agents (axe A)

Les encadrants N+1 (notamment de la régie) doivent pouvoir évaluer leurs équipes et réaliser les entretiens individuels selon les mêmes compétences que celles déjà acquises par les encadrants N+1 déjà concernés (collectivité).

L'enjeu de cette formation est multiple :

- Il est celui de la mise en place d'une culture commune syndicat/régie.
- Il est celui de la prévention des risques psychosociaux. L'encadrant N+1 doit être formé à percevoir, à recueillir, à transmettre les formes de bien-être ou de mal-être au travail en faisant la part de ce qui peut provenir par exemple de l'organisation du travail, du manque de formation ou de compétences, de la sphère privée de chacun, etc.
- Il est celui du « savoir diriger » une équipe : situer le travail ou le comportement de l'agent vis à vis de son équipe, transmettre et évaluer les attentes individuelles, les objectifs de travail collectif, etc.

La volonté est de réaliser la formation de tous les concernés d'ici fin novembre 2019.

Actions :

- Rédaction du cahier des charges de la formation
- Choix du prestataire
- Planification et réalisation de la formation

Commentaires pour les objectifs 1 et 2 :

Ces deux premiers objectifs répondent au souhait des élus de développer une qualité de vie au travail et une transparence de fonctionnement vis à vis des usagers aptes à pérenniser l'activité du SEBA dans la durée : développer la gestion des services en s'appuyant sur la formation, sur une culture commune du management, sur la connaissance et le compte rendu de son activité (axes A et B).

Le travail est initié en 2019 et devra monter en puissance les années suivantes. Il sera implémenté en 2020 par un travail similaire à réaliser sur les logiciels de GMAO et de SIG, lesquels permettront de compléter les données de la connaissance.

Objectif 3 : Actions relatives à l'axe C

Diverses actions sont proposées, qui peuvent être initiées sur l'exercice 2019 :

- Management de l'environnement au sein du SEBA sur la question de la gestion des déchets.

Le SEBA est un acteur important de l'économie environnementale. Il se doit d'être vertueux dans sa gestion des déchets produits.

Il est proposé :

1/ Des actions à mener sur la production des déchets ménagers et assimilés : réduction et contrôle du recyclage. L'objectif est de se situer en dessous du seuil de 660 litres / semaine pour les poubelles grises, d'accentuer le recyclage des papiers, de la part putrescible, des corps creux.

2/ Plus généralement, au sein de tous les services, les services techniques en particulier, identifier les déchets produits et les rapprocher des filières spécifiques de recyclage existantes susceptibles de les accueillir. Il sera nécessaire de rencontrer les communautés de communes pour voir comment organiser leur prise en charge.

L'objectif est d'avoir établi en fin d'année la liste des familles de déchets produits et leur quantification approchée.

- Le SEBA, acteur de l'effort collectif pour la transition écologique

Il est proposé de :

1/ Etudier la faisabilité de mise en place de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments d'exploitation.

2/ Etudier l'opportunité de mise en place de micro-turbines productrices d'électricité sur le réseau ossature.

3/ Actualiser le plan d'action pour l'atteinte de 20% de véhicules électrifiés au terme fixé par la réglementation.

- Accompagnement des campings sur le thème de la gestion de leur consommation

En partenariat avec la Communauté de Communes des Gorges de l'Ardèche et la fédération de l'hôtellerie de plein air, il s'agit d'étudier quelles économies d'eau peuvent être réalisées par les campings, et comment ceux-ci peuvent mieux gérer les périodes de pointe journalières de consommation. La démarche est déjà engagée (rédaction d'une fiche-action dans le cadre du Contrat de Transition Ecologique porté par le Département). Le SEBA ne serait pas pilote. Aucun objectif quantifiable ne peut encore être fixé.

Objectif 4 : Lancer les conditions de réflexion sur la tarification de l'eau (transversal aux 3 axes)

Il ne s'agit pas de remettre en question dans l'immédiat la tarification actuelle de l'eau mais de se demander de quelle manière il est possible de la présenter, d'explicitier le prix de l'eau, de recueillir le ressenti des usagers, de la faire évoluer si besoin sur ses dimensions part fixe / part variable, eau potable / assainissement, usagers domestiques/usagers professionnels... Des réunions de travail seront nécessaires pour identifier les différentes façons de présenter ce qui constitue le coût de l'eau (approches budgétaires, techniques, administratives, environnementale), mais aussi pour comprendre le besoin d'information des usagers, leurs attentes, le besoin de supports d'explication à destination des élus de proximité.

Deux actions à mener conjointement ont été retenues pour l'année 2019 :

- 1) Initier une réflexion autour de l'actuelle structuration de la facturation de l'eau.

Cet engagement est inscrit dans l'axe stratégique B et doit être abordé dès à présent. Il s'agit en effet d'un travail au long cours qui fait appel à de nombreuses données. Il faut par exemple l'associer à la prospective financière, aux besoins d'entretien des infrastructures (assainissement, eau potable), à la caractérisation de l'activité des services, au recueil de la perception des usagers du service rendu, aux données socio-économiques du territoire, etc. Il apparaît que l'atteinte des objectifs 1 et 2 contribuera à l'avancement de la réflexion à mener.

Action : a minima pour 2019, réunions de travail autour de la question des multiples de part fixe sous le pilotage du collège exécutif.

- 2) Informer, savoir expliquer ce qui constitue le prix de l'eau.

L'élaboration d'une plaquette à diffusion large est à l'étude. L'idée est de s'approprier un support proposé par la FNCCR, lequel est libre d'utilisation. Il s'agit de l'adapter au contexte du SEBA en faisant ressortir notamment les spécificités de son territoire et de ses infrastructures.

Action : réalisation d'un document de communication par les services.

L'efficacité d'une telle plaquette pour expliciter la réalité des composants du prix de l'eau peut s'avérer insuffisante dans sa dimension « usagers ». Il est en effet difficile de rentrer dans le détail des coûts sans alourdir le support d'information. Aussi, il est apparu important de rencontrer les usagers par exemple au cours de réunions publiques, secteurs par secteurs. Celles-ci auront pour but une présentation plus détaillée des services de l'eau, développée sous différentes approches (technique, administrative, gouvernance, etc.) et devront se dérouler dans des conditions de débat propices à l'expression des questionnements et du ressenti des usagers. L'association des représentants associatifs est souhaitable.

Il est entendu que le développement des logiciels de recueil des données d'activité (DATAMART, GMAO, SIG) donnera progressivement accès aux synthèses ou précisions souhaitées, même s'il est possible d'ores et déjà de présenter les différents aspects du volume d'activité à partir des comptes d'exploitation et des bilans annuels.

Il est demandé aux services d'élaborer les supports de présentation.

Actions :

- Réunions de travail élus/services autour des propositions de supports de présentation par les services.
- Planification des réunions publiques.

En premier lieu, le comité syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **APPROUVE** la déclinaison ci-dessus, formulée en objectifs à moyen terme, des axes stratégiques approuvés le 17 décembre 2017.

La fixation des objectifs, au-delà de leur aspect stratégique, intervient dans l'attribution des éléments variables de salaire des agents d'exploitation et de l'administration du syndicat. Il a été proposé au bureau syndical de poursuivre la démarche pour 2019 – 2020, dans les mêmes conditions que celles votées en mars 2018, et selon des objectifs présentés préalablement en comité technique, s'établissant autour de 3 thèmes :

- La formation des agents
- La gestion des déchets de la collectivité
- La prise en main de plusieurs outils informatiques « métiers ».

Au cours du débat, dans une dynamique de poursuite de performance des objectifs 2018, au travail, il a été proposé par le bureau syndical, d'intégrer pour 2019, un indice p d'accidents de travail.

Les objectifs et indicateurs finalement proposés sont :

- objectif « caractérisation de l'activité des services du SEBA » : l'ensemble des agents concernés devra avoir suivi la formation au module DATAMART ; un tableau de bord devra avoir été élaboré avec les élus et les services, et commencer à produire des relevés d'activité sous format communicable. 1/4 du montant des primes à la performance collective dépendra de l'atteinte complète de cet objectif
- objectif « formation des encadrants N+1 à l'évaluation des agents » : l'ensemble des agents concernés devra avoir suivi la formation. Par ailleurs, au 30 novembre 2019, au moins la moitié de tous les agents permanents du SEBA devra avoir bénéficié d'une évaluation annuelle (sachant que la volonté partagée est bien d'évaluer 100 % des agents annuellement). 1/4 du montant des primes à la performance collective dépendra de l'atteinte complète de cet objectif
- objectif « développer le SEBA comme acteur du territoire » : le paramètre retenu pour cette année est la production de déchets sur le site de Largentière. L'ambition est de se situer en dessous du seuil de 660 litres / semaine pour les poubelles grises, ce qui ne peut être atteint qu'en intensifiant et formalisant notre politique de tri sélectif. Le seuil de 660 l/semaine est celui retenu par la communauté de communes pour qualifier la production de déchets comme « domestique ». Ce qui est un indicateur ambitieux pour un lieu regroupant plus de 40 agents permanents, des salles de réunion et de restauration. 1/4 du montant des primes à la performance collective dépendra de l'atteinte complète de cet objectif (un cahier de suivi des volumes produits sera tenu)
- objectif « taux de fréquence des accidents du travail » : il apparaît indispensable de souligner l'importance particulière que revêt, aux yeux du SEBA, la question de la sécurité au travail. Ainsi, un indicateur relatif à la fréquence des accidents du travail sera évalué : « *Le taux de fréquence est le nombre d'accidents avec arrêt de travail supérieur à un jour, survenus au cours d'une période de 12 mois par million d'heures de travail* ». Ce taux devra rester sous la moyenne du secteur de l'eau soit 11,2. Pour le SEBA, cela correspond au maximum à 2 arrêts de plus d'1 jour sur l'année. 1/4 du montant des primes à la performance collective dépendra de l'atteinte de cet objectif.

Ces propositions ont été soumises au comité technique dans sa séance du 12 mars 2019, qui a émis un avis favorable sur les trois premiers objectifs, le quatrième ayant été rajouté en séance par le bureau syndical du 13 mars 2019, lequel a été appelé à se prononcer sur les modalités d'application en ce qui concerne les éléments variables de la rémunération des agents.

Après en avoir délibéré, le comité syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, décide de :

- **APPROUVER** les objectifs annuels ci-dessus exposés, fixés à la régie d'exploitation et, par voie de conséquence et d'harmonisation, aux équipes administratives du syndicat,
- **DÉLÉGUER** au président du SEBA et au président du conseil d'exploitation l'évaluation de l'atteinte de ces objectifs, et le soin d'en rendre compte aux comité technique, conseil d'exploitation, bureau et comité syndical en fin de période.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL